

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE II

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA
PLANIFICATION ET DU DEVELOPPEMENT**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

GENERAL SECRETARIAT

**DEPARTMENT OF INFRASTRUCTURE
PLANNING AND DEVELOPMENT**

ADDITIF N°01

N°..... /A/UYII/SG/DIPD/DIEM/Tdr DU 14 OCTOBRE 2026

**PORTANT MODIFICATION DE L'AVIS ET DU RPAO DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN
PROCEDURE D'URGENCE N°108/AONO/UYII/CIPM/2026 DU 18 SEPTEMBRE 2026 POUR LA MAÎTRISE
D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT R+2 À L'IRIC PHASE II**

Le Recteur de l'Université de Yaoundé II informe les soumissionnaires des modifications ci-après apportées aux avis et au RPAO, grilles comprises.

1. Participation — AAO point 6 et RPAO articles 4.3 et 11.1

Au lieu de :

Admission du récépissé de dépôt d'une demande de catégorisation lorsque les conditions de catégorisation provisoire sont réunies, notamment après soixante (60) jours sans suite.

Lire :

Chaque soumissionnaire produit une copie certifiée conforme par le Ministre chargé des Marchés Publics ou son représentant dûment mandaté de l'attestation de catégorisation ou de la décision publiant sa classification dans le sous-secteur « Bâtiment et Équipements Collectifs », en Catégorie D ou supérieure.

Le récépissé de dépôt d'une demande n'est pas admis en remplacement de ces documents, conformément à la Lettre Circulaire n°006/LC/MINMAP/CAB du 05 février 2025 et au Communiqué n°0024/C/MINMAP/CAB/CT2 du 05 août 2025. La participation sur la seule base d'une demande, y compris après soixante (60) jours, est exclue.

2. Recevabilité et régularisation — AAO points 13 à 15, RPAO articles 23 et 27 et grille

Au lieu de :

Irrecevabilité de toute offre incomplète ou ne respectant pas les modèles du DAO ; délai administratif général de 48 heures ; critère de défaut de catégorisation sans rappel explicite de ce délai.

Lire :

Toute pièce administrative absente ou non conforme à l'ouverture, y compris l'attestation de catégorisation ou la décision publiant la classification, peut être produite ou remplacée dans les quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis, en application de l'article 92 (9) du Code des marchés publics. À défaut de régularisation dans ce délai, l'offre est rejetée.

L'absence de la caution de soumission à l'ouverture entraîne le rejet immédiat. Une caution sans rapport avec l'appel d'offres est considérée comme absente ; sa présentation pendant la séance d'ouverture est irrecevable. Les clauses de non-conformité au DAO s'appliquent sous réserve des dispenses de catégorisation et du délai de régularisation.

3. Pièces à fournir et dispenses — RPAO article 11.1

Au lieu de :

Plan de localisation du siège ; références et justificatifs de contrats/réceptions ; diplômes, attestations de présentation de l'original, CV et disponibilités du personnel ; justificatifs du matériel requis malgré les clauses de dispense.

Dans le volume administratif : « En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces b, f et g étant uniquement présentées par le mandataire du groupement ».

Lire :

Les soumissionnaires catégorisés sont dispensés, conformément à l'article 37 de l'Arrêté n°166/A/MINMAP du 07 juin 2022, des justificatifs du chiffre d'affaires, des références, des moyens techniques et logistiques propres minimaux, du personnel permanent et de la localisation des bureaux siège.

Le plan de localisation, les justificatifs de références, de qualifications et d'expérience du personnel et des moyens logistiques couverts par la catégorisation ne sont plus à joindre à l'offre. La phrase précitée sur les pièces des groupements est supprimée de la liste du volume administratif ; les groupements restent autorisés par l'article 5 du RPAO.

La lettre de proposition technique, la méthodologie, la composition fonctionnelle de l'équipe, les tâches, le calendrier et les estimations des apports de personnel restent à fournir. L'attestation bancaire distincte de capacité financière de six millions (6 000 000) FCFA demeure exigée.

4. Personnel et moyens d'exécution — RPAO article 11.1 et critères éliminatoires**Au lieu de :**

Personnel clé : Chef de mission, Ingénieur de suivi, Spécialiste Électricité CFO/CFA et Spécialiste Plomberie-Climatisation. Personnel d'appui : Technicien de suivi, Mètreur, Secrétaire/Assistant(e) et Chauffeur. Ancienneté et références minimales demandées ; défaut de profil du Chef de mission ou de l'Ingénieur de suivi éliminatoire.

Lire :

Le personnel clé comprend : un Chef de mission Architecte, Bac+5 minimum, inscrit à l'ONAC ; un Ingénieur de suivi de Génie Civil, Bac+5 minimum, inscrit à l'ONIGC ; un Topographe, Technicien Supérieur en topographie, géomètre-topographe ou équivalent, Bac+2 minimum.

Le personnel d'appui comprend : un Technicien de suivi des travaux, Bac+2 minimum en Génie Civil, BTP ou équivalent ; un Technicien Topographe, Bac+2 minimum en Génie Civil, Travaux Publics, Topographie ou équivalent ; un Mètreur, Bac+2 minimum en Génie Civil, BTP, économie de la construction ou équivalent ; un Secrétaire/Assistant(e) de chantier, Baccalauréat minimum et maîtrise des outils bureautiques ; un Chauffeur titulaire d'un permis B valide.

Ces profils constituent des exigences d'exécution et ne font pas l'objet d'une vérification documentaire dans l'offre au titre des critères couverts par la catégorisation. Les exigences d'ancienneté et de références figurant dans les tableaux antérieurs sont supprimées. Le critère éliminatoire de défaut de profil du Chef de mission et de l'Ingénieur de suivi est supprimé ; les autres critères éliminatoires sont maintenus et la grille est renumérotée de 1 à 11.

5. Barème technique et seuil — AAO point 15, RPAO article 27 et grilles**Au lieu de :**

Six rubriques : Présentation 3 points ; Références 15 ; Méthodologie 20 ; Qualification et compétence des experts 50 ; Moyens logistiques 8 ; Acceptation des conditions de la lettre-commande 4. Seuil général de 70/100 ; mention « strictement supérieure à 70 » dans l'évaluation financière de la grille.

Lire :

Les rubriques Références, Qualification et compétence des experts et Moyens logistiques sont supprimées de l'évaluation et de la grille. Les trois rubriques maintenues sont renumérotées et notées comme suit :

1. Présentation générale des offres : 15 points, répartis en Reliure 5, Agencement 5 et Lisibilité 5.
2. Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 70 points, répartis en Organisation du cabinet/bureau d'études 7, Planning ou calendrier de réalisation des prestations 17,5 et Pertinence de la méthodologie 45,5.
3. Preuves d'acceptation des conditions de la lettre-commande : 15 points, répartis en CCAP paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière page 7,5, et TDR paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière page 7,5.

Nt est la somme des points obtenus sur ces trois rubriques, sur un maximum de 100 points. Seules les offres ayant Nt supérieur ou égal à 70/100, sans critère éliminatoire, sont admises à l'analyse financière. Une note inférieure à 70/100 entraîne l'élimination.

6. Scores financier et global — RPAO article 27.3 et grille financière**Au lieu de :**

Formule financière $S_f = 100 \times F_m / F$ avec des définitions de variables non concordantes. Dans l'article 27.3 révisé, maintien de la mention « $N_t = 100 \times S / 27$ », incompatible avec le nouveau barème sur 100 points.

Lire :

$Sf = 100 \times P_{min} / P$, où P_{min} est le montant de l'offre financière la moins-disante admissible et P celui de l'offre considérée. $N = 0,70 \times Nt + 0,30 \times Sf$. Nt est directement la note technique obtenue sur 100 points selon la grille 15/70/15. La mention « $Nt = 100 \times S/27$ » est supprimée.

Les pondérations technique de 70 % et financière de 30 % sont conservées. La lettre-commande est attribuée à l'offre évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques et financiers.

Ces modifications s'appliquent aux versions française et anglaise de l'avis, au RPAO et à ses grilles. Le reste sans changement.

Fait à SOA le 14 Octobre 2026

**LE RECTEUR
DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II**

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM-UYII
- Autres



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE II

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA
PLANIFICATION ET DU DEVELOPPEMENT



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF INFRASTRUCTURE
PLANNING AND DEVELOPMENT

AMENDMENT No. 01

No. /A/UYII/SG/DIPD/DIEM/Tdr OF 14 OCTOBER 2026

AMENDING THE NOTICE AND SPECIAL TENDER REGULATIONS OF NATIONAL OPEN TENDER No. 108/AONO/UYII/CIPM/2026 OF 18 SEPTEMBER 2026 UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR PROJECT SUPERVISION OF THE PHASE II CONSTRUCTION WORKS OF A GROUND + 2 STOREY BUILDING AT IRIC

The Vice-Chancellor of the University of Yaounde II informs bidders of the following amendments to the notices and Special Tender Regulations (RPAO), including the evaluation grids.

1. Eligibility — Notice point 6 and RPAO Articles 4.3 and 11.1

Instead of:

Acceptance of a categorization application receipt where provisional categorization conditions are met, including after sixty (60) days without a response.

Read:

Each bidder shall submit a certified true copy, issued by the Minister in charge of Public Contracts or his duly authorized representative, of the categorization certificate or the decision publishing its classification in the "Buildings and Community Facilities" sub-sector, in Category D or higher.

An application receipt is not accepted in place of these documents, pursuant to Circular Letter No. 006/LC/MINMAP/CAB of 5 February 2025 and Communiqué No. 0024/C/MINMAP/CAB/CT2 of 5 August 2025. Participation solely on the basis of an application, including after sixty (60) days, is excluded.

2. Admissibility and regularization — Notice points 13 to 15, RPAO Articles 23 and 27 and grid

Instead of:

Rejection of incomplete bids or bids failing to comply with document templates; a general 48-hour administrative regularization period; a categorization criterion without an explicit reference to this period.

Read:

Any missing or non-compliant administrative document, including the categorization certificate or classification decision, may be produced or replaced within forty-eight (48) hours after bid opening under Article 92 (9) of the Public Contracts Code. Failure to regularize it within this period entails rejection.

Absence of the bid security at opening entails immediate rejection. A security unrelated to the tender is deemed absent; submission during the opening session is inadmissible. Clauses on non-compliance with the tender documents apply subject to the categorization exemptions and administrative regularization period.

3. Documents and exemptions — RPAO Article 11.1

Instead of:

Requirements for a registered-office location plan, references and contract/reception evidence, diplomas, original-diploma presentation statements, CVs and availability statements, and equipment evidence despite the exemption clauses.

In the administrative volume: each joint-venture member must provide a complete administrative file, with documents b, f and g submitted only by the lead member.

Read:

Under Article 37 of Order No. 166/A/MINMAP of 7 June 2022, categorized bidders are exempt from evidence of turnover, references, minimum own technical and logistical resources, permanent staff and registered-office location.

The location plan and evidence of references, personnel qualifications and experience, and logistical resources covered by categorization are no longer required in the bid. The above sentence concerning joint-venture documents is deleted from the administrative-volume list; joint ventures remain authorized under RPAO Article 5. The technical proposal letter, methodology, functional team organization, tasks, schedule and estimates of personnel inputs remain required. The separate bank certificate of financial capacity of six million (6,000,000) CFA francs remains required.

4. Personnel and execution resources — RPAO Article 11.1 and elimination criteria

Instead of:

Key personnel: Team Leader, Monitoring Engineer, Electrical Specialist and Plumbing/Air-Conditioning Specialist.
Support staff: Works Monitoring Technician, Quantity Surveyor, Secretary/Assistant and Driver. Minimum experience and references required; non-compliance with Team Leader or Monitoring Engineer profiles entails elimination.

Read:

Key personnel comprise: a Team Leader who is an Architect, minimum Bac+5 degree, registered with ONAC; a Civil Engineering Monitoring Engineer, minimum Bac+5 degree, registered with ONIGC; and a Topographer, Senior Technician in topography, land surveying or equivalent, minimum Bac+2 degree.

Support staff comprise: a Works Monitoring Technician, minimum Bac+2 in Civil Engineering, Building/Public Works or equivalent; a Topography Technician, minimum Bac+2 in Civil Engineering, Public Works, Topography or equivalent; a Quantity Surveyor, minimum Bac+2 in Civil Engineering, Building/Public Works, construction economics or equivalent; a Site Secretary/Assistant, minimum Baccalaureate and command of office software; and a Driver with a valid category B licence.

These profiles are execution requirements and are not subject to documentary verification in the bid for criteria covered by categorization. Experience and reference requirements in the former tables are deleted. The elimination criterion concerning the Team Leader and Monitoring Engineer profiles is deleted; other elimination criteria remain and the grid is renumbered from 1 to 11.

5. Technical scale and threshold — Notice point 15, RPAO Article 27 and grids

Instead of:

Six criteria: Presentation 3 points; References 15; Methodology 20; Expert qualifications and competence 50; Logistical resources 8; Acceptance of letter-order conditions 4. General threshold of 70/100, with a "strictly above 70" statement in the financial-evaluation grid.

Read:

References, Expert qualifications and competence, and Logistical resources are deleted from the evaluation and grid. The three retained criteria are renumbered and scored as follows:

1. General presentation of bids: 15 points, comprising Binding 5, Arrangement 5 and Readability 5.
2. Methodology proposed in line with the Terms of Reference: 70 points, comprising Organization of the firm/design office 7, Performance schedule or calendar 17.5 and Relevance of the methodology 45.5.
3. Evidence of acceptance of the letter-order conditions: 15 points, comprising CCAP initialled on every page, dated, signed and stamped on the last page 7.5, and TOR initialled on every page, dated, signed and stamped on the last page 7.5.

Nt is the sum of the points obtained for these three criteria, out of a maximum of 100 points. Only bids with Nt at least 70/100 and no elimination criterion found are admitted to financial analysis. A score below 70/100 entails elimination.

6. Financial and overall scores — RPAO Article 27.3 and financial grid

Instead of:

Financial formula $Sf = 100 \times Fm/F$ with inconsistent variable definitions. Revised Article 27.3 retains " $Nt = 100 \times S/27$ ", which is inconsistent with the new 100-point scale.

Read:

$Sf = 100 \times Pmin / P$, where Pmin is the amount of the lowest admissible financial bid and P is the amount of the bid considered. $N = 0.70 \times Nt + 0.30 \times Sf$. Nt is directly the technical score obtained out of 100 points under the 15/70/15 grid. The statement " $Nt = 100 \times S/27$ " is deleted.

The technical weight of 70% and financial weight of 30% remain unchanged. The letter-order is awarded to the most advantageous bid by combining technical and financial criteria.

These amendments apply to the French and English notices, the RPAO and its grids. All other provisions remain unchanged.

Done in SOA, on Done in SOA on October 14, 2026

THE VICE-CHANCELLOR
OF THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

Copies to :

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson, CIPM-UYII
- Others

